Diagnostic territorial du Limousin

1 - Population, évolutions démographiques et revenus

1.1 Contexte démographique général

Une population en diminution constante depuis le début du siècle

Depuis le début du siècle, la population du Limousin a diminué de plus d'un quart. Cette chute s'est aujourd'hui ralentie : elle était de -0,24% par an sur la période 1982-90 et s'établit à -0,18 sur la décennie écoulée. En 1999, la région compte 710 939 habitants. Cela correspond à une densité de 42 habitants au km² (28 pour la zone objectif 2 dans son ensemble et 22 pour la Creuse) contre 108 pour la moyenne nationale. Si le déficit naturel persiste, la région enregistre depuis la moitié des années 1970 une nette amélioration de son solde migratoire. Ce sont les zones rurales qui bénéficient aujourd'hui le plus de cette amélioration.

Un vieillissement dû en grande partie à la baisse des effectifs de jeunes

Le contexte démographique régional est marqué dans son ensemble par le vieillissement. Près de trois limousins sur dix ont plus de 60 ans alors qu'en France cette proportion s'élève à un sur cinq. Un Limousin sur cinq a moins de 20 ans contre plus d'un sur quatre au niveau national. La moyenne d'âge y dépasse 43 ans soit plus de cinq années de plus que la moyenne nationale. Cependant, le vieillissement de la région est davantage dû à la baisse des effectifs de jeunes qu'à la progression du troisième âge. Si depuis 1975 le Limousin est la région qui a perdu le plus de jeunes, c'est aussi celle qui a gagné le moins de retraités : la population des plus de 60 ans s'est accrue seulement de 6% contre 21% pour la moyenne nationale.

1.2 Le Limousin, un espace de flux

Un solde migratoire positif

Entre 1968 et 1990, le Limousin a vu s'installer 220 000 personnes alors que dans le même temps 190 000 le quittaient. C'est l'Ile-de-France qui conditionne le plus les échanges migratoires du Limousin. Jusqu'à la fin des années 60, le solde était défavorable au Limousin. La tendance s'est depuis inversée. Au cours des années 80, 2 900 franciliens sont arrivés chaque année dans la région alors que 1 800 limousins partaient pour l'Ile-de-France.

Avec les autres régions, le Limousin affiche des situations contrastées : le solde est positif avec le nord-est mais négatif depuis la fin des années 70 avec l'ouest et le sud-ouest. Avec les régions limitrophes, le solde migratoire est globalement négatif sur la période 1982-90 alors qu'il était excédentaire entre 1975 et 1982.

Les échanges entre les 3 départements sont globalement à l'avantage de la Haute-Vienne, attractive vis-à-vis de la Corrèze et de la Creuse. Les flux entre l'espace à dominante rurale et l'espace à dominante urbaine tendent à s'équilibrer même si l'espace urbain demeure très attractif pour les jeunes ruraux de 18 à 30 ans.

Les communes rurales accueillent près de 45% des migrants

L'aire urbaine de Limoges a longtemps attiré de la population. Le mouvement s'est atténué au cours des années 1980 pour connaître un certain renouveau pendant les années 1990 (selon les premiers chiffres du recensement). Les aires urbaines de Brive, Tulle, Guéret, Ussel ont vu leur bilan migratoire se dégrader fortement depuis 1982. Seule Saint-Junien voit son solde se stabiliser.

C'est donc l'attractivité de l'espace rural qui explique le maintien d'un excédent migratoire en Limousin dans les années 80.

67 000 personnes ont quitté le Limousin entre 1982 et 1990 (soit 8300 personnes par an) pour aller s'installer dans d'autres régions. Cette émigration est essentiellement le fait d'une population jeune, les moins de 25 ans représentant 45% des Limousins ayant quitté la région pendant cette période. La propension à émigrer diminue fortement après 30 ans.

Compensant largement cette émigration, 9 300 personnes s'installent chaque année en Limousin. Ainsi, près de 10% des Limousins recensés en 1990 n'habitaient pas la région au début des années 1980. Trois immigrants sur dix proviennent de la région parisienne, plus de trois sur dix des régions limitrophes.

Ces échanges sont favorables aux communes rurales du Limousin qui accueillent près de 45 % des émigrants.

Persistence d'un bilan migratoire négatif pour les 20 - 29 ans

En analysant le solde migratoire par âge, on peut noter la persistance d'un bilan négatif pour les jeunes de 20 à 29 ans, un solde durablement positif pour les plus de 55 ans et un solde positif mais en diminution pour les 30-54 ans. 45 % des émigrants ont moins de 25 ans.

L'immigration concerne plus particulièrement trois types de ménages : de jeunes couples accompagnés de leurs enfants, des étudiants (essentiellement en Haute-Vienne) et des ménages d'une soixantaine d'années, le plus souvent originaires de la région parisienne.

Points faibles

- ? Depuis le début du siècle, la population du Limousin ne cesse de diminuer.
- ? La région a le deuxième plus fort taux d'émigration des 20-29 ans après Poitou-Charentes.
- ? Le taux de natalité du Limousin est le plus faible de France.
- ? Le taux de mortalité est le plus élevé de toutes les régions françaises.
- ? Le Limousin cumule également le plus fort taux de veufs.

Points forts

- ? La baisse de population se ralentit : le Limousin perd aujourd'hui 1300 habitants par an contre 1800 dans les années 80.

- ? Le Limousin attire plus de personnes qu'il n'en voit le quitter alors que neuf régions françaises ont un solde migratoire négatif. Le solde migratoire présente un excédent de 1600 personnes par an ce qui, depuis 1990, représente un gain de l'équivalent d'une ville comme Guéret.
- ? Les zones rurales accueillent près de 45 % des migrants.

Disparités intra-régionales

- ? Si la Creuse et la Corrèze perdent des habitants, la Haute-Vienne en gagne.
- ? La Creuse est le département du Limousin où la fécondité est la plus élevée, la Haute-Vienne étant parmi les trois derniers départements français.
- ? La Creuse est le département le plus âgé mais c'est la Corrèze qui vieillit le plus. En Haute-Vienne, les migrations jouent très peu sur le vieillissement grâce à un excédent migratoire important des 18-25 ans.
- ? Les territoires les plus âgés du Limousin se situent au centre de la région, à l'intersection des trois départements.

1.3 Les revenus

Les salaires les plus bas de France

Le revenu disponible brut du Limousin est équivalent à celui de la moyenne provinciale mais sa composition diffère en raison de la part importante des prestations sociales. Elle s'explique par la forte présence des retraités dans la région et de faibles niveaux de salaires. Le Limousin est en effet la région où les salaires sont les plus bas. Depuis 1982, l'écart avec la moyenne nationale tend à s'accroître et s'établit à plus de 17% en 1998. L'écart du salaire net moyen entre les hommes et les femmes est d'environ 20% en 1998 contre 26% au plan national. Cette écart est très variable selon la qualification (pour les cadres : 37 contre 34% au plan national ; pour les employés : 2,3 contre 11%).

Le produit intérieur brut de la région est le plus faible de France en volume et en francs par habitants. Sa part dans le PIB national s'établit à 0,96% en 1996 et a légèrement diminué depuis 1986 (1,03% du PIB français). En effet, le taux de croissance annuel moyen du PIB limousin s'est établi entre 1986 et 1996 à 1,4% contre 2,0% au niveau national.

	PIB / habitant 1996
Limousin	105 400
Poitou-Charentes	108 000
Auvergne	108 500

France hors Ile-de-France	117 900
Midi-Pyrénées	118 700
Aquitaine	119 800

Les caractéristiques structurelles régionales expliquent en grande partie cette situation : part élevée de la population âgée, économie marquée par l'agriculture et les activités industrielles à faible valeur ajoutée, faiblesse relative des services notamment des services aux entreprises.

Points faibles

? La valeur ajoutée brute par emploi est la plus faible de toutes les régions métropolitaines derrière la Corse.

? Le salaire annuel moyen net de prélèvement en Limousin est très inférieur à la moyenne provinciale (109 300 contre 118 600 F - chiffres 1998).

Point fort

? Beaucoup de retraités dont le pouvoir d'achat s'améliore relativement par rapport aux autres catégories.

Disparités intra-régionales

Le PIB par habitant est très variable selon le département considéré (EUROSTAT - 1996) :

Creuse :	87 393 F / habitant
Corrèze :	104 638 F / habitant
Haute-Vienne :	113 330 F / habitant

2 - L'espace régional

2.1 Le déséquilibre est-ouest

Le déséquilibre est-ouest persiste. C'est une ligne Argentat-La Souterraine qui semble partager le territoire en deux parties. A l'ouest, la quasi-totalité du département de la Haute-Vienne et les parties sud et ouest de la Corrèze structurées autour de l'axe Brive-Tulle. A l'est, le département de la Creuse et la partie orientale de la Corrèze. Cette zone comprend l'ensemble de la montagne limousine et l'espace Haute-Marche-Combrailles.

Le département de la Haute-Vienne compte à lui seul presque la moitié de la population régionale (353 893 habitants en 1999). En Corrèze, les zones de forte densité se trouvent à l'ouest de la ligne Argentat-La Souterraine. Le centre de gravité de l'espace démographique régional est donc largement décalé vers l'ouest. La répartition de l'activité socio-économique et de l'emploi souligne

également le déséquilibre est-ouest. Les agglomérations de Limoges et Brive concentrent à elles seules 50% de l'emploi régional et 85% de l'emploi salarié est situé dans la partie occidentale du Limousin.

2.2 La qualification des espaces limousins

Au-delà du clivage est-ouest, il est possible de mettre en évidence une typologie simple des espaces régionaux. On distingue :

- *Trois espaces de rayonnement urbain* : Limoges, l'ensemble Brive-Tulle et dans une moindre mesure Saint-Junien et Guéret.
- *Des poches de dynamisme ou de résistance rurale* : au-delà des ensembles urbains et périurbains, la trame rurale comporte des poches de dynamisme où les solidarités spatiales s'organisent à partir des centres structurants que sont les principales petites villes de l'armature urbaine régionale.
- *De vastes ensembles ruraux fragiles* : l'ensemble Haute-Marche-Combrailles, entre Boussac et Aubusson, la Basse-Marche au-delà de Bellac, la vallée de la Dordogne et la Xaintrie se caractérisent par leur fragilité structurelle.
- *Les hautes terres de très faible densité* : le triangle de la montagne limousine (Plateau de Millevaches - Plateau de la Courtine - Massif des Monédières) constitue le pôle régional des faibles densités et de la fragilité rurale. Les espaces périphériques fragiles et les espaces enclavés sont précisément les aires les plus éloignées des trois axes de communication majeurs structurant le Limousin (l'A20, la N145 et la N89).

2.3 Les pôles structurants et leurs aires d'influence

La mise en évidence d'une typologie des villes du Limousin permet de hiérarchiser les différents pôles de la Région, en terme de rayonnement infra et extra-régional.

- Le Limousin comporte deux pôles majeurs structurants : Limoges et Brive. Ces deux agglomérations concentrent à elles deux le tiers de la population régionale. Leur poids en termes de fonctions socio-économiques est encore plus important : elles comportent les deux tiers des emplois des villes de région et ont une grande influence territoriale (bassins d'emplois étendus, vastes aires de chalandise...). Ces deux pôles possèdent chacun leur "moteur de développement" : à Limoges, ESTER place les entreprises au cœur d'un réseau de compétences fortes, porteur de collaborations fructueuses. A Brive, le SYMA A20 qui rassemble 14 communes de l'arrondissement a pour objectif de créer des zones intercommunales de développement économique proches du carrefour autoroutier entre l'A20 Paris - Toulouse et l'A89 Bordeaux - Clermont-Ferrand (les deux premières zones prévues sont celles d'Ussac et de Saint-Viance).

- Tulle, Guéret, Ussel et Saint-Junien sont quatre pôles intermédiaires dont le nombre d'habitants est situé entre dix et seize milles. Ces pôles jouent un rôle déterminant dans la structuration du territoire mais pêchent souvent par la faiblesse de leur fonction d'encadrement, de commandement, de services (notamment aux entreprises). L'importance des fonctions socio-économiques qu'elles remplissent est variable. Ussel et Guéret qui structurent de façon plus intense des territoires lointains jouent un rôle majeur sur des espaces faiblement structurés et peu peuplés. Au contraire, Tulle et Saint-Junien sont limitées dans leur influence par la proximité respective de Brive et de Limoges.

- Apparaissent ensuite une quinzaine de centre locaux (Aubusson, La Souterraine, Boussac, Bourgueuf, Argentat, Meymac, Egletons, Objat, Uzerche, Bellac, Rochechouart, Aix-sur-

Vienne, Saint-Yrieix-la-Perche, Eymoutiers, Saint-Léonard-de-Noblat, Ambazac, Bessines-sur-Gartempe...). Pôles de relais auprès des zones rurales, ils rayonnent chacun sur de petites aires de chalandises et constituent des mini-bassins d'emplois. Situées dans la partie orientale de la région, Boussac, Aubusson, Argentat et Bourgneuf ont une importance stratégique particulière en influant sur des zones éloignées des centres principaux.

On doit enfin noter l'influence d'un pôle extérieur au Limousin : Montluçon vers laquelle l'est de la Creuse et le pays de Boussac sont partiellement tournés.

2.4 L'organisation des territoires

La prise de conscience des déséquilibres évoqués ci-dessus a permis de souligner la nécessité d'agir de façon collective. Les acteurs régionaux se structurent, se fédèrent, le territoire s'organise dépassant les frontières institutionnelles souvent inadaptées aux nouveaux enjeux. Ainsi, les solidarités territoriales se traduisent par diverses formes juridiques (chartes intercommunales, structures intercommunales dites de seconde génération telles les communautés de communes, les districts et les syndicats mixtes ...).

Ces solidarités de développement se fondent principalement sur :

- des solidarités fonctionnelles autour d'une petite ville rayonnant sur une aire homogène du point de vue socio-économique,
- des solidarités culturelles autour d'une appartenance socio-historique commune et majeure,
- la prise en compte des réalités de l'espace : l'existence d'un espace sans centre majeur devant se structurer pour fonctionner a précédé la constitution de Syndicat Mixte de Millevaches qui comporte 127 communes réparties sur trois départements de la région.

Un bilan global et provisoire, négligeant les situations très diverses qui peuvent être ancrées dans des contextes locaux particuliers, peut être établi :

- L'espace régional est inégalement couvert : certains territoires sont restés à l'écart des chartes intercommunales.
- Le contenu stratégique n'est pas souvent formalisé en terme de stratégie globale de territoire. Il porte le plus fréquemment sur des thématiques circonscrites au développement économique ou à la prise en compte des enjeux environnementaux.
- La coopération intercommunale est globalement moins avancée sur le territoire limousin que sur l'ensemble du territoire français. Mais le Limousin n'est pas un cas particulier il partage cette caractéristique avec l'ensemble des régions qui constituent une sorte d'axe sud-ouest nord-est.

Points forts

- ? Le désenclavement Nord-Sud avec l'achèvement de l'autoroute A20 sur le tronçon Vierzon-Limoges-Brive. La portion Brive-Toulouse sera achevée en 2002.
- ? La mise en service progressive de l'autoroute A89, l'ensemble de l'itinéraire devant être achevé à la fin du 4^{ème} CPER.
- ? L'achèvement rapide de la Route Centre Europe Atlantique.

Points faibles

- ? 85% de l'emploi salarié est situé dans la partie occidentale de la région.
- ? Une coopération intercommunale globalement insuffisante. Si les syndicats intercommunaux se sont développés, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre restent limités. Ils ne regroupent que 27% de la population contre 46% au niveau national.
- ? L'absence d'un train à grande vitesse et faiblesse des liaisons ferroviaires est-ouest.

3 - Agriculture, forêt et filière bois

L'agriculture en Limousin : un secteur qui présente des marges de progression importantes

L'agriculture reste fortement présente dans l'économie régionale. Elle représente 9% de l'emploi total et 3% de la valeur ajoutée régionale. Ce secteur a perdu 30% de ses effectifs entre 1990 et 1998 et une exploitation sur sept depuis 1993. Mais le processus de déprise n'est pas achevé. Avec plus de 880 000 hectares, l'agriculture occupe plus de la moitié des superficies du Limousin.

La taille des exploitations a tendance à augmenter

La taille des exploitations a tendance à augmenter. Les exploitations professionnelles sont passées d'une surface moyenne de 59 ha en 1993 à 66 ha en 1997 soit une augmentation de +13%. L'agrandissement a été plus sensible chez les jeunes que chez leurs aînés. Or, au vu de l'évolution du nombre d'exploitations et de la SAU détenue par les exploitants les plus âgés, il semble que les terres libérables soient en diminution avec pour conséquence d'aggraver la tension observée sur le marché des terres.

La priorité donnée à l'installation a cependant permis de limiter cet agrandissement

Sur le plan démographique, les installations aidées assurent le renouvellement des exploitations professionnelles. Cependant, les installations continuent d'être principalement assurées dans le cadre familial (80% des installations aidées se font dans le cadre familial, 72% des installés sont des enfants d'agriculteurs). Néanmoins, du fait des évolutions démographiques, ce potentiel chuterait de -35% dans les dix ans. La poursuite de l'encouragement d'installations hors cadre familial et de l'accueil de nouveaux agriculteurs s'avère impérative.

La dimension économique des exploitations limousines reste encore trop faible, les revenus également.

Si la SAU par exploitation est plus importante qu'en France, le chiffre d'affaires et le revenu par ha sont nettement plus faibles que la moyenne française. Le revenu brut d'exploitation (RBE) régional a diminué en francs constants sur la période 1989/1997 d'environ 7% alors qu'il augmentait d'environ 2% pour la France. De même, si le RBE par exploitation sur la même période augmentait en moyenne de +30%, la position relative du Limousin continuait à se détériorer : il se situe à 42% de la moyenne française (années 96-97-98).

Par ailleurs, les revenus restent très dépendants des aides de la politique agricole commune.

La valeur ajoutée est faible (productions extensives). L'agriculture représente 3 % de la valeur ajoutée enregistrée en Limousin avec 9 % des emplois contre 4% au niveau national avec 4,6 % des emplois.

La production régionale tend à se spécialiser en production bovine

Seules trois spécialisations dépassent dans les enquêtes «structures » le seuil de représentativité de 5%. Il s'agit des bovins "viande", ovins caprins, bovins lait. Ces trois spécialités représentent 86% des exploitations professionnelles et 87% de la SAU en 1997. Les exploitations en bovins "viande" ont augmenté les surfaces qu'elles exploitent de près de 60 000 ha au détriment de la spécialisation ovine et des systèmes mixtes culture-élevage ou poly-élevage.

La politique de qualité commence à produire des effets.

Si les broutards représentent toujours le gros de la production limousine, la montée en gamme des productions de viande finie a été importante, en particulier avec le développement de stratégies de signes de qualité (labels et marques). Cette stratégie «qualité » s'est également manifestée dans les productions ovines, porcines et pommicoles.

Le chiffre d'affaires qualité «Limousin » représente 7% du chiffre d'affaires qualité français alors que la production agricole finale limousine représente 1% de la production agricole finale française.

Points faibles

- ? diminution du nombre des exploitations
- ? stagnation de la production en volume
- ? spécialisation croissante en production bovine
- ? augmentation du nombre de broutards
- ? baisse des effectifs de brebis
- ? effritement des prix et du résultat agricole régional
- ? forte dépendance aux aides de la PAC

Points positifs

- ? augmentation du nombre de vaches allaitantes
- ? un nombre d'installations conforme aux prévisions
- ? augmentation relative des produits de qualité commercialisés
- ? restructuration des exploitations ovines et bovines

Les industries agro-alimentaires, un secteur créateur d'emploi

Suivant l'évolution nationale, le secteur des IAA en Limousin est créateur d'emploi (+ 10% entre 1990 et 1998). C'est un secteur prépondérant en Limousin puisque la part de cette activité en Limousin dans l'emploi salarié est passée de 12,4% en 1990 à 15,4% en 1997. Les principales activités des IAA reposent sur la transformation de la viande, notamment porcine, qui représente 53% de l'activité en 1995.

Les IAA représentent cependant 1% seulement de l'ensemble IAA en France, ce qui peut être considéré comme faible vu l'importance de la production agricole de la région.

La forêt, un secteur durement touché par la tempête

La superficie de la forêt limousine est globalement de 563 000 ha ce qui correspond à un taux de boisement d'environ 33% du territoire. Ce taux n'était que de 9% au début du siècle. Sa répartition est inégale et sa densité augmente avec l'altitude. Sur le plateau de Millevaches, sa densité dépasse 40% et peut même aller jusqu'à 70% pour les communes les plus boisées.

C'est une forêt jeune, 60% des peuplements sont âgés de moins de 50 ans. Elle est composée pour les 2/3 de feuillus et pour 1/3 de résineux. Le chêne, assez bien réparti sur l'ensemble de la région occupe la première place dans les peuplements. Le châtaignier, qui voit son importance diminuer, est situé dans les régions de basse altitude alors que le hêtre gagne du terrain. Dans le massif résineux, le douglas a supplanté l'épicéa et le pin sylvestre.

Les dégâts de la tempête du mois de décembre 1999 sont importants. On estime à 15 millions de m³ le volume de bois qui a été « couché » par la tempête. Ce sinistre remet en cause certaines projections telles qu'elles avaient été faites dans les « orientations régionales forestières ». En effet, ce volume représente près de 8 fois la récolte annuelle. Toutefois, 85 millions de m³ restent sur pied : pour l'essentiel, la consistance et le développement de la forêt ne sont pas fondamentalement remis en cause. La capitalisation des volumes sur pied dans le feuillu, l'augmentation encore sensible des productions à l'hectare pour le résineux et l'extension de la surface productive permettent d'envisager un accroissement substantiel des volumes disponibles.

La forêt privée domine. Elle occupe 94% de la superficie totale de la forêt limousine et est répartie entre 130 000 propriétaires. La surface moyenne de la propriété est de 3,9 ha. Cette parcellisation doit cependant être relativisée. En effet, 50% de la superficie de la forêt privée appartient à 20% des propriétaires. Les 6% restants représentent la part de la forêt publique, gérée par l'ONF. Celle-ci est très dispersée et constituée surtout de petites unités.

La reconstitution de la partie de la forêt limousine détruite par la tempête constitue une occasion d'amorcer un mouvement de restructuration de la propriété foncière et de meilleure prise en compte des préoccupations environnementales et sociales.

La mobilisation, l'exploitation et le transport du bois

La valeur globale de la récolte de bois s'établit à environ 250 millions de francs par an (valeur du bois sur pied). L'essentiel des ventes est réalisé par les propriétaires privés (67% du volume total mis en vente en 1997). On constate cependant une augmentation régulière des volumes mis en vente par les coopératives et des volumes vendus en ventes groupés par l'Union Régionale des Propriétaires ou des experts forestiers.

L'exploitation et le débardage sont effectués principalement par des entrepreneurs de travaux forestiers. Cette activité est effectuée par 1200 bûcherons environ et 150 débardeurs. Le transport du bois vers les usines de première transformation est essentiellement routier (90% du transport), le transport ferré étant très limité.

Les scieries

Les industries de la première transformation en Limousin ont été marquées par de profondes mutations. On constate une forte diminution du nombre d'établissements (256 en 1986, 140 en 1997) et une augmentation des volumes sciés pour celles qui subsistent. Les sciages de résineux sont effectués à 70% par des unités de 5000 "m³-sciages" par an. Les scieries représentaient 900 emplois en 1986 contre 600 en 1997 : ces restructurations se sont traduites par une diminution importante d'emplois, compensée heureusement par les créations dans l'exploitation forestière, induites par l'augmentation des volumes sciés.

Les bois d'industrie et les produits connexes des scieries

Les débouchés de bois d'industrie et des produits connexes des scieries sont les suivants :

- pour le bois de trituration, le Limousin approvisionne des établissements situés dans la région. Il faut citer, pour les plus importantes, l'usine de fabrication de pâte à papier (International Paper à Saillat), une unité de fabrication de panneaux de particules (Polyrey à Ussel) et une unité de fabrication de panneaux de fibres MDF (Isoroy à Ussel). La part du Limousin dans l'approvisionnement de ces usines représente environ 50%. Ces trois unités représentent environ 1000 emplois.

- la valorisation du bois énergie est relativement développée en Limousin. Elle est essentiellement le fait de particuliers.

Points faibles

- ? 15 millions de m³ de bois « couchés » par la tempête de décembre
- ? une grande dispersion de la forêt limousine
- ? un vieillissement des peuplements feuillus qui restent mal connus et peu gérés
- ? une profession d'entrepreneurs de travaux forestiers qui, malgré un effort important, reste encore peu qualifiée et qui est insuffisamment stabilisée.
- ? un transport du bois essentiellement routier, une offre de la SNCF inadaptée aux besoins des professionnels en ce qui concerne les coûts et les conditions matérielles de transport (délais de réponse, durée, garantie des prestations...)

Points positifs

- ? une superficie forestière importante
- ? une productivité importante du massif résineux
- ? un consensus entre l'Etat et les collectivités territoriales sur l'importance de la forêt
- ? une grande bio diversité de la forêt limousine
- ? une forêt accessible
- ? une organisation professionnelle ancienne et volontaire
- ? une filière bois jeune mais d'ores et déjà très active et présente dans tous les secteurs de production

Les industries de la deuxième transformation

Le secteur des industries de la deuxième transformation est le secteur socio-économique le plus important de la filière (5 800 emplois et 3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires). La ressource régionale couvre 50% des besoins des PME qui composent ce secteur. Il comprend quatre domaines, la fabrication de meubles, le bâtiment, l'emballage-bois et un domaine divers. Par sa dimension, au titre des emplois directs mais également au titre des services rendus à la population, c'est un élément fort du tissu rural.

Les conséquences de la tempête

L'hypothèse de 15 millions de m³ de bois à exploiter suite à la tempête est l'hypothèse la plus réaliste à l'heure actuelle. Il en résulte des besoins très importants en exploitation forestière pour "sortir" le maximum de ces bois dans des délais très courts, entre quatre et six mois pour les bois cassés ou tendres, jusqu'à deux ans pour les bois couchés ou résistants. Une grande partie des bois de qualité devra être stockée pour éviter une trop forte chute de cours et pour approvisionner le plus régulièrement et le plus longtemps possible les scieries dans les années à venir. Le surplus devra alimenter les marchés de bois ronds à l'exportation. Par la forte augmentation des volumes de bois disponibles, par la meilleure qualité relative de ces bois par rapport à ce qui aurait été attendu normalement et par la nécessaire ouverture internationale, la tempête pourrait alors déclencher un véritable changement de dimension de la filière bois en Limousin et l'engager résolument dans une logique industrielle de marché.

4 Entreprises, compétitivité, recherche, développement technologique, services

4.1 PME, compétitivité, ouverture internationale

La densité des entreprises artisanales reste élevée

Ce secteur compte en 1997 plus de 35 000 actifs et 13 000 entreprises. Sa densité lui confère une situation favorable par rapport au reste de la France. On compte en effet un artisan pour 75 habitants en France alors qu'on en trouve un pour 55 habitants en Limousin, avec une forte densité en milieu rural. Après avoir connu une baisse importante au cours des dix années antérieures, le nombre d'entreprises artisanales se maintient aux environs de 13 000 dans la région depuis 1995. Cette diminution a été largement compensée par l'augmentation de la population salariée dans ce secteur, de telle sorte que l'artisanat représente une part significative et croissante de la population active dans la région.

Certes l'âge moyen des chefs d'entreprises continue à s'élever et pose le problème des transmissions-reprises. Mais à l'inverse, près de 20 % des chefs d'entreprises sont désormais des femmes (au lieu de 15 % en 1990).

L'artisanat du Limousin reflète les trois catégories principales observées au plan national : le bâtiment, les services et l'alimentation.

Les implantations en zone urbaine progressent, particulièrement en Haute-Vienne.

L'industrie limousine est d'abord composée de PME

Parmi les entreprises industrielles de plus de 10 salariés, qui regroupent, en Limousin, environ 50 000 emplois (secteurs IAA, BTP, énergie inclus), 80% ont une taille inférieure à 50 salariés,

représentant 45% des emplois. Les établissements de plus de 200 salariés, soit 4% du nombre total, rassemblent environ 15% des effectifs. Parmi ces établissements, environ un quart dépendent de centres de décision situés hors-région ; le Limousin est de ce fait l'une des régions françaises dans lequel le degré d'autonomie est le plus élevé.

La grande diversité des secteurs industriels présents rend le Limousin moins sensible aux crises sectorielles que les régions dominées par une mono-industrie, à l'exception notable de la crise du secteur textile qui a eu un impact localement important et de l'épuisement des sites miniers exploités par la COGEMA.

La structure d'ensemble des industries du Limousin est globalement stable mais les évolutions sectorielles sont relativement contrastées

Les secteurs industriels dominants en Limousin sont, par ordre de grandeur, le travail des métaux et la fabrication d'équipements industriels et mécaniques qui regroupent ensemble près de 10 000 salariés, soit 20% des effectifs des établissements de plus de 10 salariés ; la fabrication d'équipements électriques et électroniques, secteur dominé par la présence de LEGRAND SA avec 5 500 salariés ; les industries agroalimentaires avec un effectif de 4 500 personnes employées. A un degré moindre, les secteurs du papier-carton, de la porcelaine, du textile-habillement, cuir et de la chaîne graphique concernent, chacun, entre 2 500 et 3 000 salariés. Les entreprises d'exploitation forestière et de première transformation du bois comptent quant à elles environ 1 500 salariés au stade industriel. Le secteur de l'ameublement, malgré la présence de quelques belles unités dont certaines sont leaders dans leur domaine, ne regroupent que 1 300 personnes. Enfin, avec moins de 1 000 employés, les secteurs de la chimie-pharmacie et de la plasturgie reflètent plus particulièrement la faible présence régionale des industries présentant un potentiel de développement conséquent à moyen terme.

Les évolutions sectorielles sont relativement contrastées en terme d'emploi :

- l'industrie textile déjà évoquée, et l'industrie du cuir ont perdu près de la moitié de leurs effectifs depuis 1990 ;
- l'industrie des équipements et des composants électriques et électroniques ont perdu ensemble environ 15% de leurs emplois sur la même période ;
- l'industrie de la porcelaine et de la céramique a subi une érosion continue de ses effectifs. Elle n'emploie plus actuellement que 2 700 salariés ;
- à l'inverse, les secteurs liés à la chimie, pharmacie et parapharmacie ont connu une progression importante en pourcentage, mais réduite en valeur absolue du fait de la faiblesse des effectifs initiaux. Le secteur de la plasturgie a connu un accroissement régulier mais modéré sur la décennie 90. 43% de ses effectifs entre 1990 et 1998, le cuir et l'habillement près de 50% sur la même période.

Le constat que l'on peut tirer du panorama industriel régional réside dans la présence forte d'activités traditionnelles et l'émergence de quelques entreprises dans les secteurs de pointe à fort potentiel de développement. Si le Limousin est encore peu présent dans les secteurs présentant les plus fortes perspectives de croissance (télécommunication, informatique, audiovisuel, biotechnologie, services aux entreprises...) la nature et la diversité de ses activités le rendent moins sensible au déclin rapide constaté dans certains secteurs industriels tels que, par exemple, l'équipement ménager.

Des activités de plus en plus ouvertes à l'international

Les entreprises limousines sont confrontées, au même titre que l'ensemble des entreprises industrielles, à la concurrence internationale. Elles sont en outre soumises aux évolutions des modes de vie et de consommation et doivent réaliser un effort permanent d'adaptation au marché. Elles doivent rechercher en permanence un avantage concurrentiel toujours remis en cause.

Les entreprises du Limousin sont faiblement exportatrices, même dans les IAA : 5 % contre 15 % au niveau national. Cela tient d'abord à la structure du tissu industriel constitué en majorité de PME qui n'ont pas la capacité à assumer sur la durée une démarche à l'export. Néanmoins, les échanges internationaux ont plus que doublé en 15 ans. Ils restent néanmoins concentrés sur un petit nombre de pays et de produits. En valeur, en 1997, les secteurs les plus exportateurs sont les industries des composants électriques, les IAA, les industries du papier et du bois, l'agriculture et la céramique.

Une présence de grands groupes étrangers qui se renforce de façon notoire

La présence des groupes se renforce en Limousin. Depuis ces dix dernières années, de nombreuses entreprises régionales ont été acquises par des investisseurs étrangers. Parmi les cas les plus notoires ou les plus récents on peut signaler : Aussedat-Rey et Polyrey rachetés par International Paper, Isoroy racheté par le groupe autrichien Glunz puis par le groupe Tafisa ; Blocfer par le groupe néerlandais Plynorm ; Deshors et Mecalim par des fonds de pension US, Meillor par un industriel allemand ; Dito-Sama du groupe Electrolux ; la SUM par Borg Warner Automotive ; Sopali et CGCO par le groupe irlandais Smurfit ; sans compter les investissements directs de Meyers Squibb, la présence de CERDEC du groupe Degussa, etc... Actuellement entre 4 et 5 000 salariés travaillent dans ces structures à capitaux étrangers. Ceci traduit une ouverture certaine de l'industrie limousine.

Un enjeu majeur : la restructuration des industries de défense

Un classement européen situe le Limousin au dixième rang des régions dépendantes de l'industrie de l'armement et notamment sur le site de Tulle avec GIAT Industrie. La restructuration de la Défense nationale constitue donc un enjeu majeur pour la région. Le pôle électronique de Brive semble avoir été particulièrement touché par les restructurations successives de l'armement.

Un développement des services aux entreprises important mais encore insuffisant

En termes de richesse, la part de la valeur ajoutée dégagée par les services en Limousin est comparable à la moyenne nationale et supérieure à la moyenne française hors Ile-de-France. Ce bon résultat tient essentiellement au secteur des services non-marchands. Le domaine des services aux ménages occupe 30% de l'emploi salarié contre 26% dans le reste de la France, plaçant le Limousin au 4^{ème} rang des régions françaises dans ce domaine.

Les services marchands rendus principalement aux entreprises (recherche et développement, conseil et services opérationnels) ont vu leurs effectifs globalement augmenter en niveau à des rythmes supérieurs à la moyenne nationale. Cependant, le poids de ces secteurs dans l'emploi salarié tertiaire reste globalement inférieur à la moyenne nationale (16% contre 21% dans le reste de la France). Cette faiblesse structurelle peut être expliquée par la plus grande proportion de PME dans l'industrie qui n'ont pas externalisé certaines fonctions.

4.2 Recherche, transfert de technologie, innovation...

Une offre technologique locale qui existe, mais qui reste peu développée.

La recherche est un élément de compétitivité important. Elle peut en outre être un moteur de développement endogène. En Limousin, celle-ci est caractérisée par :

- la prédominance de la recherche publique qui représente 75% de la recherche totale ;
- le faible montant de crédits nationaux attribués à la recherche publique en Limousin. Ils ne représentent que 0,1% du budget recherche du ministère compétent ;
- le nombre de chercheurs -9 pour 10 000 emplois - qui est le plus faible de France ;
- le nombre moyen de chercheurs par laboratoire qui est de 2,4 contre 5,5 en moyenne nationale ;
- le dynamisme des chercheurs limousins qui déposent en moyenne 0,4 brevets par an, ce qui est supérieur à la moyenne nationale.

Deux spécificités majeures marquent le potentiel scientifique et technologique de la région :

- ? le tissu économique constitué essentiellement de PME/PMI, très diversifiées, souvent filialisées ou sous-traitantes, de niveau technologique très inégal, peu créatrices d'emplois, peu exportatrices, faiblement encadrées... et cependant plutôt moins fragiles qu'en moyenne nationale. Ces caractéristiques justifient des besoins forts en terme d'accompagnement par les structures de développement technologique.
- ? l'absence des grands organismes de recherche (CNRS, INRA, INSERM...) fait reposer la quasi-totalité du dispositif de recherche publique sur l'appareil universitaire ou péri-universitaire (5 facultés, 3 écoles d'ingénieurs, 1 IUT avec 11 départements), dont la qualité des travaux est toutefois reconnue.

Les principaux pôles d'excellence du Limousin - localisés pour partie sur la technopôle ESTER - sont les suivants :

- Céramique industrielle, matériaux et traitements de surface (SPCTS, ENSCI)
- Micro-ondes, électromagnétisme et photonique (IRCOM)
- Génétique pour l'agro et la bio industrie (GENIUS, LANAUD...)
- Traitement de l'eau et des déchets, gestion des pollutions (LSEE, OIE...)

La présence sur le site d'ESTER de SITEL (site industriel des technologies électroniques de Legrand en Limousin) renforce l'image internationale de cette technopôle qui constitue aujourd'hui un puissant outil de marketing territorial.

L'accès des entreprises limousines aux technologies nouvelles

L'accès des entreprises limousines aux technologies nouvelles repose pour une part non négligeable sur les ressources technologiques locales. Comme dans la plupart des régions, les entreprises limousines acquièrent toutefois l'essentiel des ressources technologiques dont elles ont besoin auprès de centres de compétence situés hors de la Région. Les gisements de connaissance s'internationalisent, les réseaux s'étendent et se structurent, l'interconnexion des savoirs se généralise. De même, à leur échelle, les pôles d'excellence du Limousin rayonnent sur un territoire dépassant largement les frontières du Limousin. Quoiqu'il en soit, l'existence de ressources scientifiques et technologiques propres sur le territoire constitue d'ores et déjà un moteur de développement endogène, pour peu que les acteurs limousins - entreprises, université, pouvoirs publics - réussissent à développer la connexion entre offre technologique et besoins économiques.

Les PME s'adressent aussi bien aux laboratoires universitaires qu'aux centres de transferts technologiques, aux départements d'IUT et aux lycées techniques, professionnels et agricoles.

Une offre notable d'outils répondant à cette finalité existe déjà en Limousin. Il s'agit notamment :

✍ d'une association régionale d'interface et de conseil technologique, "Limousin Technologie", positionnée pour répondre à la demande technologique des entreprises en identifiant les centres de compétence les plus aptes à satisfaire les besoins de celle-ci, même éloignés.

✍ d'un ensemble de plate-formes technologiques, toujours évolutives en fonction des besoins du marché et des opportunités qui se présentent pour le Limousin. Les principaux secteurs de compétence de la région sont couverts :

- CTTC (Centre de Transfert des Technologies Céramiques)
- CITRA (Centre d'Ingénierie en Traitements et Revêtements de surfaces Avancés)
- CREPHI (Centre de Recherche en Electromagnétisme de Puissance Hyperfréquence et Impulsionnel)
- CREAPE Ingénierie (Centre de Recherche en Electromagnétisme des Antennes à Pointage Electronique)
- CIBIAL (Centre d'Innovation pour les Biotechnologies et les Industries Agro-alimentaires en Limousin)
- BIO-CRITT (Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie pour les Bio-industries)

et de nombreux projets émergents : mécatronique, compostage, environnement, dont plusieurs en appui sur les réseaux des lycées : génie civil, bâtiment, bois, chaîne graphique...

✍ d'une technopôle (ESTER), fondée à Limoges (1992), à vocation régionale, dont les excellents résultats, particulièrement en terme de développement exogène (promotion des pôles de compétences limousins, prospection et accueil d'entreprises), doivent être démultipliés avec le soutien public.

La présence sur le site d'ESTER du Site Industriel des Technologies Electroniques de LEGRAND en Limousin (SITEL) renforce l'image internationale de cette technopôle qui constitue aujourd'hui un puissant outil de marketing territorial.

Un jugement positif des entreprises sur les dispositifs de soutien à l'innovation et à la diffusion technologique

Une étude réalisée en 1996/97 sur la diffusion technologique à destination des PME en Limousin a permis de constater que les entreprises ayant eu accès au dispositif de diffusion technologique sont celles qui investissent le plus tant dans les ressources humaines que dans l'outil de production. Elles dégagent une valeur ajoutée plus importante. Les 2/3 des chefs d'entreprise interrogés indiquent que les aides ont été un facteur déclenchant de projets pré-existants, ce qui incite à être affirmatif sur le lien de causalité entre les aides et la performance de ces entreprises.

La capacité à travailler en réseau, la promotion des démarches collectives (systèmes locaux de production...)

La présence en un même lieu des entreprises et des ressources stratégiques (technologie, financement...) peut se révéler prometteuse s'il est possible d'organiser ces différents éléments de manière à promouvoir la ressource humaine et la coopération entre entreprises et institutions.

Le Limousin dispose notamment d'un pôle de compétence unique en France autour de la céramique. Une chaîne complète relie l'enseignement supérieur à l'industrie, en passant par les fournisseurs, les sous-traitants et toutes les diversifications envisageables de la porcelaine vers la céramique technique. Ce pôle demande cependant à être conforté de manière à favoriser les fertilisations croisées entre les entreprises et la recherche.

Fortement présente en Haute-Vienne et en Corrèze, la chaîne graphique comprend une centaine d'entreprises avec environ 2 700 emplois, couvrant tous les domaines d'activités de la conception et du pré-pressé à la finition des documents imprimés en passant par l'édition, l'impression proprement-dite (toutes les techniques étant présentes), etc... Certaines des activités de la chaîne graphique fonctionnent en étroite synergie avec l'industrie de l'emballage également significative au plan régional.

4.3 Esprit d'entreprise

Un déficit de création d'entreprises mais un taux de survie supérieur à la moyenne française

Le Limousin souffre d'un manque global d'esprit d'entreprise. Le dynamisme entrepreneurial est faible avec 40,6 créations pures pour 10 000 actifs alors que la moyenne nationale se situe à 65,4 soit une perte d'environ 740 créations pures compte tenu de la population active limousine et sur la base d'un dynamisme entrepreneurial conforme à la moyenne française.

En revanche, le taux de survie à 3 ans est supérieur à la moyenne française (67% contre 58% en France toutes entreprises confondues).

Un problème spécifique de reprise d'entreprises artisanales

L'emploi dans l'artisanat est passé de 30 800 actifs en 1984 à 35 211 actifs en 1995. Ce bon comportement ne doit pas cacher les changements et la fragilité de ce secteur.

En 1986, 36% des artisans avaient plus de 50 ans. Se posait alors un problème de succession à l'horizon des 10 ans à venir. Le nombre d'entreprises artisanales a baissé de 5,2 % entre 1989 et 1999, alors que parallèlement le nombre de salariés s'est accru de 44% pour atteindre plus de 26 000. La tendance de 1976 à 1988 (baisse de 6%) s'est donc accélérée. Aujourd'hui, la reprise d'entreprises artisanales représente 30% des installations. Le problème du vieillissement des chefs d'entreprises artisanales reste entier. L'âge moyen était de 44 ans en 1990. Il est de 45 ans en 1998. 15% seulement des chefs d'entreprise ont moins de 35 ans. La diminution du nombre d'entreprises et la progression du nombre de salariés se traduisent par une augmentation de la taille des entreprises artisanales qui comptent désormais deux salariés en moyenne.

Un développement de l'accès à l'ingénierie financière, au capital risque qu'il faut conforter

Les interventions publiques se sont diversifiées, le recours à la subvention n'étant plus le seul moyen d'intervention dans les entreprises. Cette diversification est encore récente et l'utilisation de l'ingénierie financière est une pratique qui reste à développer.

Parmi les dispositifs mis en place, il faut plus particulièrement mentionner :

- le capital-risque. La consolidation des fonds propres ou quasi-fonds propres des entreprises s'est renforcée en Limousin notamment avec la création de Limousin-participation. Cette société de capital risque régionale a pour objectif d'apporter aux PME les fonds propres qui consolideront leur structure financière dans le cadre d'un projet de création, développement ou reprise d'entreprise. Elle intervient pour un montant compris entre 100 000F et 4 000 000F et peut, pour répondre à des besoins supérieurs, constituer des tours de table avec d'autres investisseurs. Elle a pour principaux partenaires CDC participations (32%), la Caisse d'épargne du Limousin (24%), le Conseil Régional (17%) ainsi que des banques et établissements financiers (14%) et des dirigeants d'entreprise du Limousin (13%). En 1999, cette structure est très proche de son objectif, investir environ 4 millions de francs par an, pour une dizaine d'interventions.

- la prise en charge d'une partie des frais de commission sur garantie d'emprunt délivrés par la BDPME via SOFARIS et la SIAGI (Société Interprofessionnelle Artisanale de Garantie d'Investissement). Cette intervention a pour objectif de permettre l'accès des entreprises à des financements (prêts et fonds propres).

Points faibles

- ? Une densité industrielle globalement faible, notamment dans les zones les plus rurales
- ? Un tissu artisanal marqué par de nombreuses entreprises à transmettre du fait de l'âge des entrepreneurs
- ? Un faible taux de création d'entreprises
- ? La faiblesse des services à l'entreprise
- ? Un appareil de recherche-développement insuffisamment développé
- ? Une présence croissante de grands groupes éloignant les centres de décision du Limousin
- ? Des industries dans le domaine de la défense en cours de forte restructuration

Points forts

- ? Un tissu artisanal important et créateur d'emplois
- ? Des secteurs industriels diversifiés et dominés par la présence de PME
- ? Un taux de survie des nouvelles entreprises supérieur à la moyenne française
- ? Une ouverture croissante à l'international
- ? Un appareil de recherche qui dispose de quelques vrais domaines d'excellence pour appuyer son développement : céramique, ondes électromagnétiques, génomique
- ? Des outils intéressants pour le développement des transferts de technologie

5 - Tourisme et culture

Un potentiel touristique encore insuffisamment exploité

Avec 1,3% des parts de marché et 1,09 millions de nuitées en 1998, le Limousin s'est situé en 1997 au 20^{ème} rang des régions françaises. Pourtant le potentiel touristique du Limousin est important (richesse patrimoniale, répartition équilibrée sur le territoire des centres d'intérêt, amélioration de l'accessibilité à ceux-ci...)

Les efforts réels de valorisation de ce potentiel se heurtent à des problèmes structurels qui tiennent autant au marché (national et international) qu'à la situation géographique et climatologique du Limousin. Ainsi le caractère saisonnier rend difficile l'amortissement des investissements et notamment des grands équipements.

La difficulté du tourisme en zone rurale repose sur une certaine ambiguïté : il doit être parfaitement intégré à la vie quotidienne des ruraux (authenticité) tout en comportant des éléments d'originalité, voire d'exotisme pour retenir la clientèle.

Le tourisme en Limousin pâtit d'un certain manque d'antériorité et de notoriété. Il s'est majoritairement développé depuis une trentaine d'années, dans le créneau du tourisme social. Les structures d'hébergement correspondantes se sont développées dans un concept qui a rarement favorisé ni la qualité de l'hébergement ni l'esthétique.

L'enjeu pour le Limousin est bien de construire une image de qualité pour son secteur touristique reposant sur son environnement protégé, ses atouts patrimoniaux et la richesse de ses traditions. Il conviendra notamment de diversifier les clientèles et l'offre de produits de qualité

Points faibles

- ? Le Limousin se situe seulement au 20^{ème} rang des régions françaises
- ? Un contexte peu favorable à une fréquentation tout au long de l'année
- ? Faiblesse d'antériorité et de notoriété, le tourisme en Limousin s'est inscrit surtout dans le créneau du tourisme social
- ? Une offre insuffisamment valorisée

Points forts

- ? Une richesse patrimoniale incontestable : environnement protégé, sites d'intérêt majeur, richesse des traditions

6 - Emploi, formation, ressources humaines

Globalement, la région a perdu 25 000 postes de travail entre 1975 et 1995 alors que la France en gagnait plus d'un million sur la même période. Cette situation s'explique essentiellement par la chute de l'emploi dans l'agriculture (-47 % en dix ans) et la baisse des emplois industriels dans des secteurs en difficulté, très présents dans la région (textile, habillement, chaussure). Cette disparition d'emploi dans l'agriculture et l'industrie n'a pas été compensée par la croissance du secteur tertiaire.

6.1 La structure des emplois : une spécificité limousine

Importance de l'agriculture et faiblesse des services

Le taux d'emploi dans l'agriculture limousine est encore deux fois plus important que celui de la France. Le processus de perte d'emplois et de baisse du nombre d'exploitations n'est pas encore achevé.

En Limousin, les services sont les principaux pourvoyeurs d'emplois mais dans une proportion inférieure à la moyenne nationale.

1999	Limousin		France
Agriculture	22 900 emplois	8.4 %	4.3 %
Industrie	50 200 emplois	18.4 %	18.6 %
Construction	18 000 emplois	6.6 %	6.0 %
Commerce	35 600 emplois	13.0 %	13.4 %
Services	146 400 emplois	53.6 %	57.8 %

Les secteurs du commerce et de la construction ont un poids relatif similaire à celui observé en France. Le B.T.P. est marqué par l'importance des entreprises de type artisanal. Il compte 24 % de non-salariés contre 13,4 % en France.

L'emploi salarié est surtout le fait des petites entreprises

En Limousin, seulement 2 % des établissements occupent plus de 50 salariés (3 % en France). (Ceux-ci regroupent seulement 37,4 % des effectifs salariés contre 45,4 % en France).

Le secteur public est fortement représenté

Etat, entreprises publiques, sécurité sociale et collectivités locales occupent près de 40 % des salariés limousins; ce secteur n'en représente que 34 % pour la France entière.

6.2 Les évolutions

Une forte baisse de l'emploi total et de l'emploi non salarié

Le Limousin a connu entre 1990 et 1995 la plus forte baisse de l'emploi total (-0,7 % contre -0,1 % par an en province). Sur la même période il enregistre aussi la plus forte baisse de l'emploi non salarié (-4,3 %), en raison notamment de la perte de 5,6 % d'emplois par an dans l'agriculture (record national).

		Salariés		Non salariés		Total emploi
France	1993	19 238 606	88%	2 627 892	12%	21 866 498
	1997	19 957 167	89%	2 472 467	11%	22 429 634
Limousin	1993	219 061	82%	47 840	18%	266 901
	1997	226 704	84%	42 588	16%	269 292

Un effectif salarié en augmentation, notamment dans le tertiaire

Entre 1975 et 1995, la proportion de salariés est passée de 66 % à 80 % et le nombre de salariés a augmenté de 20 000 personnes en Limousin. En 1998 pour la cinquième année consécutive, les effectifs salariés ont progressé de 1,8 % (+ 2 423 emplois) principalement dans le tertiaire mais aussi dans l'industrie (métaux, équipements électro-électroniques, équipements automobiles). En revanche, l'emploi salarié de l'industrie textile et du cuir continue à baisser. Entre 1990 et 1997, ces deux secteurs ont perdu respectivement 43,3 et 43,9 % de leurs effectifs.

Un taux d'activité croissant qui atteint un record pour la tranche d'âge des 25-49 ans et notamment chez les femmes

Le taux d'activité (partie de la population active qui travaille) est passé de 53 % à 63 % entre 1975 et 1995. Ce taux est le plus élevé de toutes les régions françaises pour la tranche des 25-49 ans (94,4 % en 1996). C'est notamment le cas pour les femmes qui présentent alors un taux d'activité record de 84,7 %.

6.3 Chômage et marché du travail

Un taux de chômage inférieur à la moyenne française, à interpréter avec prudence

C'est essentiellement à sa situation démographique que le Limousin doit d'être, en apparence, moins concerné par le chômage que les autres régions françaises. Le taux y est de 8 % en 1999 contre 11,3 % en moyenne nationale. Mais ce constat n'est pas le signe d'une situation économique structurellement favorable. En effet, il est la traduction d'une population active en stagnation depuis 20 ans, alors que celle-ci augmente en France.

Les jeunes, les femmes et les moins bien formés sont les plus touchés

En raison de leur forte propension à se positionner sur le marché du travail, les femmes sont toujours majoritaires, elles représentent fin décembre 1999, 54,3% des demandeurs d'emploi contre 50,8 % au plan national. Cette situation s'explique par leur forte présence dans des secteurs industriels en déclin encore bien représentés en Limousin : habillement, textile, chaussure. A contrario le secteur tertiaire est moins créateur d'emplois que dans le reste de la France. Or c'est dans ce secteur que se concentrent les deux-tiers des demandes d'emplois féminins.

Les jeunes de moins de 25 ans sont davantage concernés par le chômage que les adultes. Les moins diplômés sont les plus exposés. Les difficultés d'insertion sont certainement à rechercher pour partie dans le sous-encadrement des nombreuses petites entreprises mais aussi dans la sur-représentation des secteurs industriels connaissant les plus fortes pertes d'emplois.

Un chômage de longue durée moins important que la moyenne française

Il représente en Limousin 29,6% des demandeurs d'emploi contre 36,7 % au niveau national.

Une situation qui s'améliore nettement avec le retour à la croissance

Une forte baisse du chômage de longue durée est enregistrée depuis plusieurs mois. Les personnes touchées fin octobre 1999 sont au nombre de 6 729 contre 8 707 l'année précédente. Le chômage de longue durée a ainsi diminué de 22,7 % entre 1998 et 1999.

En un an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a baissé de 16,9 % en Limousin, plus fortement qu'en France (12,5 %). Celui des adultes de 13,8 % contre 9,4 % en France.

Sur les dix premiers mois de 1999, les offres d'emploi reçues par l'ANPE, ont progressé de 7,4 % par rapport à la même période de l'année précédente.

En réalité, la baisse du taux de chômage a profité essentiellement aux hommes et aux jeunes les plus diplômés, d'où la nécessité de maintenir une politique active sur le marché du travail.

6.4 Qualification - formation - insertion professionnelle

Un sous-encadrement dans l'entreprise

En Limousin, la forte dominante des petites entreprises entraîne une sous représentation de l'encadrement par rapport à la moyenne nationale.

Le pourcentage des cadres et professions intermédiaires est le plus faible de France.

Dans le secteur privé et semi-public, on note en Limousin une proportion de cadres et professions supérieures semblable aux régions voisines Auvergne et Poitou-Charentes, mais inférieure de 4 points à la moyenne nationale. En revanche, les proportions d'employés et d'ouvriers sont plus fortes.

Secteur privé et semi-public		
Représentations	Limousin	France
Cadres	6.1 %	10.4 %
Employés	26.1 %	25.0 %
Ouvriers	41.8 %	36.8 %

Un appareil de formation de qualité et accessible, mais sous-utilisé

La carte universitaire est diversifiée avec des pôles de spécialités bien identifiés et bénéficiant d'une bonne renommée. Le Limousin dispose également d'un bon maillage de centres de formation continue publics. Le réseau des GRETA et des centres AFPA est également important.

L'effectif de l'Université s'affaiblit depuis deux ans. Néanmoins son pouvoir d'attraction reste important : près de 30 % des étudiants sont issus d'une autre région. Plus les cycles sont élevés et plus cette attraction est forte (25 % en premier cycle, 50 % en troisième cycle).

Des jeunes bien formés

L'Académie de Limoges est la première de France en 1997 en ce qui concerne le taux d'accès au baccalauréat.

La proportion de bacheliers dans une génération est plus forte que la moyenne nationale. La Corrèze se place en tête des départements français (avec 77%).

La région a le deuxième meilleur taux de réussite au BEP.

En 1995, la proportion de jeunes sortant du système éducatif sans qualification était d'environ 1 % contre 8 % au plan national.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, même si l'effectif de l'Université de Limoges baisse depuis deux années, son pouvoir d'attraction est important : près de 30 % des étudiants sont issus d'une autre région. Plus les cycles sont élevés et plus cette attraction est forte (25 % en premier cycle, 50 % en troisième cycle).

En ce qui concerne la formation continue des salariés, le taux de participation financière à la formation continue représente seulement 2,78 % des salaires versés en 1998 par 1 187 entreprises occupant plus de 10 salariés en Limousin. (2,65% en 1997 contre 3,26% au niveau national.)

Un pourcentage d'apprentis dans la tranche 16-25 ans proche de la moyenne nationale

Entre 1986 et 1997, l'apprentissage connaît en Limousin une croissance des effectifs moins rapide qu'en France : 29,7 % contre 55,2 %. Cet écart est relativisé par un pourcentage d'apprentis dans la tranche des 16-25 ans, très proche de la moyenne nationale.

La taxe d'apprentissage collectée entre 1996 et 1998 a enregistré une progression supérieure à la moyenne française (86 % contre 51 %). La participation de la Région s'est elle aussi accrue pendant cette période, alors que la moyenne des régions françaises était à la baisse (5,73 % contre - 1,5 %).

Une insertion des jeunes difficile

Les jeunes limousins globalement plus qualifiés qu'au niveau national éprouvent des difficultés à intégrer le monde de l'entreprise. Le tissu de petites entreprises et un sous-encadrement patent ne permettent pas un accueil suffisant des jeunes formés.

Moins d'un an après la sortie du système éducatif, l'insertion professionnelle des jeunes limousins est moins bonne qu'au niveau national.

Le taux de jeunes ayant trouvé un emploi stable dans les 5 ans suivant la sortie du système éducatif est parmi les plus faibles de France. Seules deux régions font moins bien.

Ainsi, la part de la demande d'emploi des jeunes en Limousin reste durablement supérieure à la moyenne nationale :

	1985	1995
France entière	39,7 %	22,9 %
Limousin	41,3 %	26,1 %

Les handicaps du Limousin à l'insertion professionnelle des jeunes reposent notamment :

- sur la faiblesse du secteur des services (58,2 % de l'emploi salarié) actuel pourvoyeur d'emplois,
- sur une certaine résistance des jeunes par rapport à la mobilité (50 % des jeunes demandeurs d'emploi n'envisagent pas de quitter le département pour trouver du travail),
- sur une sur-représentation marquée d'entreprises dans les secteurs à risque, ayant perdu le plus d'emplois en quinze ans.

Points faibles :

- **Importance de l'agriculture et faiblesse des services**
- **Forte baisse de l'emploi total et de l'emploi non salarié**
- **Un sous-encadrement dans l'entreprise**
- **Une relative faiblesse de l'apprentissage**
- **Une insertion difficile**
- **Une situation moins favorable aux femmes qu'aux hommes**

Points forts :

- **Un effectif salarié en augmentation**
- **Un taux d'activité croissant**
- **Un taux de chômage inférieur à la moyenne française**
- **Un chômage de longue durée sensiblement moins important que la moyenne française**
- **Une situation qui s'améliore nettement avec le retour à la croissance**
- **Des jeunes bien formés**
- **Une tendance récente plus favorable aux femmes**

7 - Diagnostic environnemental

7.1 Principaux facteurs de la problématique environnementale

7.1.1 Territoires et occupation de l'espace

Région dite de "l'arbre et de l'eau" aux paysages verdoyants et diversifiés :

Le Limousin a une superficie de 16 942 Km² soit 3,1 % du territoire français.

Région dite « de l'arbre et de l'eau », le Limousin dispose d'un patrimoine naturel diversifié. Les paysages sont marqués par le bocage, la forêt et des vallées encaissées parcourues par des rivières souvent rapides.

En terme d'occupation de l'espace, les surfaces agricoles sont majoritaires avec 54,4 % du territoire, ce qui situe la Région proche de la moyenne nationale (54 %).

L'occupation agricole se distingue par sa forte part de prairies avec 42,5 % du territoire (deuxième taux après la Basse-Normandie).

Les espaces artificiels n'occupent que 6 % du territoire régional.

Les espaces boisés représentent 30,6 % du territoire, soit 3,7 % des surfaces forestières françaises, la région Limousin est la sixième région de France par son taux de boisement.

Les grands espaces et la faible densité de population sont facteur de déprise :

La présence de vastes espaces ruraux à très faible densité de population, marqués par la déprise, constitue une spécificité de la région et a de nombreuses conséquences sur la gestion de l'environnement : entretien des espaces, gestion des déchets, préservation du bâti ancien...

7.1.2 Activités

Une agriculture orientée vers l'élevage extensif propice à la préservation de l'environnement :

En raison des caractéristiques du sol, du climat et de la vocation herbagère, l'agriculture du Limousin est essentiellement orientée vers l'élevage extensif (bovins et ovins).

Avec peu de remembrement, peu d'intrants chimiques et peu d'élevages intensifs, l'agriculture limousine n'a pas eu d'effets destructeurs sur l'environnement, et ce malgré un début d'intensification des productions, en particulier dans le bassin de Brive (arboriculture, cultures maraîchères...)

Mais la disparition de nombreuses exploitations engendre des difficultés pour l'entretien de certains types de paysages et le maintien de la diversité biologique :

La population agricole poursuit sa décroissance et vieillit.

La faible dimension des exploitations (toutefois en constante augmentation) situe bon nombre d'entre elles en-deçà des dimensions économiques souhaitables.

Le relief et le morcellement excessif apportent des contraintes supplémentaires à l'exploitation et à la modernisation.

Le seuil de population rurale est aujourd'hui insuffisant souvent pour assurer l'entretien global de l'espace (chemins, haies, prairies et pâtures, berges de cours d'eau...) Le risque de développement de friches boisées peut provoquer dans certains secteurs un appauvrissement de la diversité biologique et des paysages.

Des produits de qualité dont le développement et la valorisation constituent des facteurs favorables au développement durable :

Une des caractéristiques et une des principales images de la région est de fournir des produits de qualité diversifiés qui présentent tous les atouts pour une valorisation sous signes de qualité (labels, agriculture biologique...)

Une forêt encore en expansion mais dont la croissance en superficie a nettement diminué (3 500 ha/an dans les années 1980-1990, moins de 1 200 ha/an aujourd'hui)

Les surfaces agricoles qui, par le passé, ont diminué au profit de la forêt feuillue (accrus naturels) ou de la forêt résineuse (plantations) sont maintenant à peu près stabilisées.

La forte présence de la forêt, relativement récente, est due à la fois au reboisement naturel (pour deux tiers de la superficie nouvelle) et à la mise en place artificielle d'une forêt résineuse productive (taux de boisement de 33 % contre 9 % au début du vingtième siècle). La jeunesse du massif forestier explique le faible développement de la filière bois et une culture forestière encore imparfaite notamment au regard de la prise en compte des enjeux environnementaux.

Les nouveaux boisements ont soulevé le problème de la fermeture des paysages et les plantations mono spécifiques celui de l'appauvrissement de la biodiversité de certains milieux.

Si les espaces boisés en Limousin sont globalement très nombreux, les grands massifs boisés sont rares sauf dans les zones les plus montagneuses.

Essentiellement privées (à plus de 94 % alors que les forêts domaniales ne représentent que 2 % et les forêts communales 4 % du territoire forestier), les forêts sont rarement clôturées et permettent une certaine fréquentation du public notamment par le réseau des chemins de randonnée, même si les peuplements résineux encore jeunes sont peu accueillants et les forêts feuillues souvent peu entretenues et difficiles d'accès.

Une forêt marquée par la tempête du 27 décembre 1999 mais dont l'essentiel du potentiel subsiste :

La tempête du 27 décembre 1999 a provoqué des dégâts d'une exceptionnelle gravité. De nombreux massifs sont dévastés tant sur le plan économique que sur les plans écologique et paysager.

Les volumes abattus sont estimés à 15 millions de m³ (2/3 de résineux et 1/3 de feuillus).

Ces 15 millions de m³ représentent 8 fois le volume annuel récolté et environ 15 % du volume total sur pied.

La situation est d'autant plus préoccupante que la filière de transformation régionale n'a pas la capacité à traiter les bois abattus.

Des risques sanitaires sont à craindre pour les arbres épargnés ainsi que des risques d'incendie en été.

Les rivières sont souvent obstruées par de nombreux embâcles qui s'accumulent au niveau des ouvrages d'art.

Mais les bilans restent provisoires et l'évaluation des dégâts se poursuit.

Le Limousin est l'une des régions françaises qui a le moins d'industries polluantes :

Le Limousin n'est pas une région où l'industrie a une présence forte et marquante. Sa structure industrielle est diversifiée et repose sur des savoir-faire régionaux reconnus.

La région ne compte que 4 installations industrielles classées soumises à la directive "SEVESO", ce qui en fait une des régions les moins « exposées » à cet égard. Les entreprises et industries présentes n'ont pas un impact global important sur le milieu naturel, malgré quelques points noirs subsistant encore en terme de pollution.

L'image du Limousin est celle d'un territoire de forte qualité environnementale qu'il convient de préserver.

Un certain retard dans le domaine des transports mais des réalisations significatives :

Le Limousin n'a pas bénéficié par le passé d'un développement ferroviaire très important, et l'on observe depuis un certain nombre d'années déjà, de surcroît, un déclin de l'utilisation du rail.

Des réalisations autoroutières ou de voies rapides sont en cours actuellement avec l'A20, la RN145 et l'A89, qui commencent déjà à modifier significativement les conditions de déplacement automobile (ou de transport sur route) entre les plus grandes villes du Limousin, et entre ces villes et celles des régions voisines.

Un certain nombre d'expériences tout à fait exemplaires existent en Limousin dans le domaine du "ferroutage" (Guéret).

7.1.4 Une faible consommation énergétique

L'énergie produite en Limousin est essentiellement d'origine hydraulique avec l'implantation de barrages et de centrales hydroélectriques ayant un impact fort sur les paysages de vallées et le fonctionnement des rivières.

La Région se singularise par une faible consommation énergétique (la plus basse de France avant la Corse). La production d'électricité est supérieure à la consommation régionale. Néanmoins, elle est faible par rapport à la production nationale.

Le bois-énergie connaît une utilisation importante en milieu rural, et presque inexistante en milieu citadin, alors que le bois est dès aujourd'hui une ressource renouvelable disponible qui le deviendra plus encore grâce à la production des années à venir.

Cependant en terme d'économie d'énergie, quelques réalisations intéressantes sont à signaler dans le domaine de la cogénération électricité-chauffage.

Une situation favorable de la région en matière de déchets :

Le Limousin ne souffre pas de retard en matière de traitement et de valorisation des déchets. Il affiche en outre, le 4e meilleur taux de France en matière de déchets incinérés avec récupération d'énergie.

La situation favorable de la région en matière de déchets participe largement à la qualité globale de son environnement.

Il convient cependant de poursuivre les efforts, notamment en faveur de la réduction de la production à la source, de l'augmentation du taux de recyclage et de la mise en place de circuits de collecte de déchets diffus, la faible densité de la population constituant un handicap en matière de coûts unitaires.

En effet, qu'il s'agisse de déchets ménagers ou de déchets industriels, la région présente la plus faible production des régions françaises, avec moins de 1 % de la production nationale.

La mise en place des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés est maintenant bien engagée, même si des problèmes globaux de financement subsistent. Un système de collecte sélective se développe progressivement. Il devrait à terme disposer de 73 déchetteries.

Le fait que les plans prennent en compte la totalité des territoires départementaux est une garantie à cet égard ; les régions rurales bénéficieront, comme les villes, d'un service satisfaisant. Cet objectif se traduit par le développement de structures étendues pour la collecte.

Pour le traitement, des syndicats départementaux ont été créés en Haute-Vienne (SYDED) et en Corrèze (SYTTOM) en assurant la péréquation des coûts.

Le traitement des déchets ménagers et assimilés est assuré à 50 % par incinération avec récupération d'énergie. En revanche, la valorisation organique des boues d'épuration est quasi nulle.

Pour les déchets industriels, la région utilise majoritairement des centres de traitement extérieurs (Pays de Loire, Aquitaine...), ce qui pose des problèmes de coûts.

7.2 Etat de l'environnement :

7.2.1 Biodiversité et milieu naturel

Un patrimoine naturel relativement protégé et diversifié :

Le Limousin a pu conserver un patrimoine naturel relativement diversifié sur une vaste superficie. Le maintien d'une mosaïque d'habitats originaux, rochers, serpentines, tourbières, landes, cours d'eau et vallées, bois et forêts, étangs et lacs, pelouses calcaires (bassin de Brive) etc., contribue à la richesse écologique des paysages.

« Cohabitent » ainsi, 60 espèces de mammifères inventoriés dans la liste nationale de 1994, 240 espèces d'oiseaux, 31 espèces d'amphibiens et reptiles et 21 espèces floristiques. Parmi ces espèces figurent la loutre que l'on trouve en grand nombre, ainsi que des chauve-souris et des rapaces (aigle botté, grand duc, faucon pèlerin...)

Des poissons migrateurs sont à signaler dans les multiples cours d'eau du Limousin. La région est concernée à ce titre par la réintroduction du saumon en raison de la présence de deux axes de migration : l'axe Dordogne-Vézère-Corrèze et l'axe Loire-Vienne-Creuse-Gartempe.

L'étang des Landes, dans la Creuse, pour autre exemple, se caractérise par sa richesse ornithologique. Classé en ZICO, il abrite une faune et une flore aquatique abondante et originale.

Si le Limousin ne présente pas globalement de véritables espèces ni espaces particulièrement remarquables, la région se distingue pourtant davantage par la densité de la faune et de la flore, par sa diversité et son environnement préservé.

Elle est paradoxalement une des régions bénéficiant le moins de statuts de protection (notamment aucune zone de protection spéciale (ZPS) ni zone RAMSAR ou réserve biosphère, et une seule réserve naturelle).

378 ZNIEFF sont néanmoins recensées ; les ZNIEFF couvrent 6,8 % de la superficie régionale, contre 25,3 % en moyenne nationale.

La région compte également un Parc Naturel Régional (Périgord-Limousin) et un projet (Millevalches), 5 réserves naturelles volontaires, 15 arrêtés de biotope, 180 km de rivières ayant fait l'objet de contrats de rivière, 312 ha de terrains acquis par le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres, 3 ZICO dont l'une d'entre elles couvre 887 km², deux zones humides d'importance nationale (Millevalches, Etang des Landes) et 27 sites d'intérêt communautaire (NATURA 2000) sur 1 % de la superficie régionale.

Une certaine partie des espaces de protection se situent sur le plateau de Millevalches (Parc National Régional en projet.)

7.2.2 Natura 2000

Les 27 sites proposés en Limousin (carte ci-contre) représentent 17 236 hectares et 449 kilomètres de cours d'eau. Ils concernent des milieux remarquables appartenant aux grandes catégories "landes et pelouses sèches", "milieux humides" ou "forêts" et hébergent une trentaine d'espèces animales et végétales inscrites à la directive "Habitats".

La réflexion sur leur gestion future a commencé sur plusieurs sites avec l'élaboration des documents d'objectifs, pour aboutir à des contrats de service (contrats Natura 2000) avec les propriétaires et les exploitants. Le site "Landes et tourbières de la Montagne Limousine", en Corrèze, a fait l'objet d'une démarche expérimentale dans le cadre du programme Life-Natura 2000.

7.2.3 Pollutions et qualité des milieux

Des milieux préservés malgré quelques pollutions diffuses :

La faible dégradation de la qualité de l'air, des sols et des eaux contribue moins à l'appauvrissement de la richesse naturelle régionale que dans la plupart des autres régions françaises.

Le Limousin ne souffre pas d'importantes sources de pollutions localisées, mais plutôt d'un phénomène de pollutions diffuses dont les origines sont plus diverses et les conséquences plus complexes à cerner.

L'émission de polluants atmosphériques (notamment d'origine industrielle) dans la région est la plus faible de France. On dénombre seulement 17 installations classées assujetties à la taxe parafiscale sur la pollution de l'air (industries du papier-carton, de traitement des métaux, incinérateurs d'OM, chaufferies), ce qui constitue le plus faible nombre comparé aux autres régions françaises (avant la Corse). Il existe donc peu de sources de pollution industrielle.

Cependant, si la mise en place du réseau de mesures régionales est pratiquement terminée, elle n'est qu'effective depuis décembre 1998. Les premières mesures montrent que tout n'est pas parfait et qu'il convient de travailler à une amélioration, surtout au sein des principales agglomérations (Guéret, Limoges, Brive, Tulle), notamment en réduisant les émissions dues au transport. Le PRQA (Plan Régional de la Qualité de l'Air) est en cours d'élaboration.

Dans la région, la contamination des sols par les métaux lourds et autres toxiques sur les friches industrielles est aujourd'hui faible.

On recense 8 sites pollués sur la région dans l'inventaire national des sols pollués publié en 1996. Ce sont principalement des anciennes mines (or et uranium), décharges ou usines. Des travaux de réhabilitation ont été réalisés ou sont en cours, et d'autres seront programmés dès l'arrêt des activités sur certains sites (uranium notamment).

Les faibles surfaces consacrées à l'agriculture intensive n'induisent pas d'utilisation importante de produits phytosanitaires et de fertilisants. Globalement, la pression azotée d'origine agricole sur les sols est faible.

Une radioactivité naturelle :

En Limousin, pour des raisons géologiques, la radioactivité naturelle est supérieure à la moyenne des autres régions françaises.

Cette particularité résulte de la présence de radon dans de nombreuses habitations limousines. Les enquêtes départementales menées entre 1996 et 1997 ont montré que la concentration annuelle moyenne dans les habitations était supérieure à 150 becquerels/m³. Des campagnes

complémentaires devraient être réalisées dans les établissements publics. L'objectif est de pouvoir progressivement améliorer les systèmes de ventilation des bâtiments.

Des ressources en eau abondantes et de qualité, des "têtes" de bassins versants à protéger :

Les ressources en eau superficielles sont importantes en Limousin en raison d'une situation géoclimatique favorables et d'un substratum imperméable.

Les nombreux cours d'eau forment un réseau hydrographique très dense de 9 000 km (bassins du Cher, de la Creuse, de la Charente, de la Vézère, de la Gartempe, de la Dordogne, de la Vienne) mais aussi divers lacs et étangs artificiels.

Les altitudes (point culminant proche de 1 000 m) et les pentes donnent aux cours d'eau des caractéristiques de rivières encaissées à régime souvent torrentiel, mais sensibles à des sécheresses prolongées.

Pour l'alimentation en eau potable, les collectivités territoriales s'orientent vers l'utilisation des eaux superficielles stockées puis traitées.

Même si le Limousin est moins sensible que beaucoup de régions françaises, la gestion globale de la ressource en eau reste un enjeu du fait d'une problématique dominante de têtes de bassins versants et de la quasi absence de ressources souterraines (à l'exclusion du Causse calcaire au Sud-Ouest de la Corrèze.)

L'accès à la ressource, ne constitue pas en soi un problème ni sur le plan quantitatif ni sur le plan qualitatif. Toutefois, la sécurisation de l'approvisionnement à terme nécessite vigilance et efforts, notamment dans la mise en place des périmètres de protection des captages et dans le traitement des pollutions diffuses (traitement des eaux domestiques dans les hameaux et villages par exemple.)

Une multitude d'étangs et de plans d'eau :

La multiplication des étangs artificiels de loisirs (environ 4 000 par département) pose des problèmes de qualité des petits cours d'eau généralement classés en première catégorie piscicole.

7.2.4 Prélèvement des ressources naturelles

Les ressources naturelles du Limousin sont plutôt gérées de manière satisfaisante :

Leur prélèvement, bien que méritant une attention constante, ne pose pas de grandes difficultés environnementales, à l'exception parfois de l'exploitation du bois (en raison du manque de véritable tradition forestière).

Une exploitation des carrières équilibrée :

Les carrières ont produit 6,22 millions de tonnes de matériaux en 1996, soit un chiffre d'affaires de 600 millions de francs et un effectif de plus de 800 personnes. La production moyenne des exploitations limousines reste donc faible par rapport à la moyenne nationale mais leur répartition est équilibrée sur l'ensemble du territoire régional.

Peu d'impact négatif ou problème particulier pour l'environnement sont à signaler (intégration dans le paysage, perturbation des équilibres biologiques, nuisances liées aux vibrations, au bruit, aux poussières...)

Il apparaît qu'avec l'unique renouvellement des autorisations d'exploiter des carrières existantes, les besoins seront couverts pour une période minimale de cinq ans. Les schémas départementaux des carrières préconisent donc le renouvellement de ces autorisations et l'extension des périmètres autorisés plutôt que l'ouverture de nouveaux sites, ainsi qu'une réduction sensible des matériaux alluvionnaires.

Les mines : or et uranium

Deux principaux types de mines sont recensés dans le Limousin. Il s'agit d'une part des mines d'or, correspondant aujourd'hui à la Société des Mines du Bourneix (SMB) à 40 km au sud de Limoges et à l'ancienne mine d'or du Chatelet en Creuse, et d'autre part, des mines d'uranium, correspondant à la Société des Mines du Jouac (SMJ). Ces dernières sont le plus souvent exploitées à ciel ouvert. Néanmoins, les mines de Jouac doivent fermer en 2001 et celles de Bourneix en 2002 du fait de l'épuisement des réserves économiquement exploitables. Le Limousin, et plus particulièrement le département de la Haute-Vienne, a été pendant plus d'un demi-siècle un des principaux sites d'extraction d'uranium de la COGEMA (une usine de concentration du minerai, fermée depuis 1993, a fonctionné durant trente cinq ans produisant plus de 27 000 tonnes d'uranium sur le site de Bessines-sur-Gartempe.)

7.2.5 Qualité et cadre de vie

Un atout majeur pour le Limousin :

Les conditions physiques et l'évolution des activités humaines ont façonné des paysages diversifiés marqués par l'élevage extensif, le bocage, la forêt, les vallées encaissées parcourues par des rivières rapides.

Ces paysages naturels abondants et variés, les grands espaces ouverts que l'on peut appréhender à partir de nombreux points de vue, la qualité des gorges et des vallées, les villes et villages de caractère... sont autant d'atouts favorables au développement.

L'identité des communes limousines se définit par la qualité des monuments, l'architecture des constructions et la variété des paysages.

Quant aux villes, leur environnement immédiat garde souvent des aspects de ruralité, ce qui offre aux citoyens un cadre de vie de qualité.

Quelques attentions particulières :

Cependant, les phénomènes de péri-urbanisation et de mitage gagnent les abords des agglomérations et constituent en cela une menace. Comme dans la plupart des autres agglomérations françaises, les entrées de ville ont souvent tendance à se dégrader.

Egalement, l'avancée de la forêt provoque la fermeture de certains paysages et espaces tels que les landes.

Enfin, les nombreux ouvrages installés sur les cours d'eau dégradent la qualité paysagère des vallées telles que celle de la Dordogne et freinent les possibilités de développement touristique en raison des difficultés d'utilisation ou de valorisation des retenues ainsi créées (absence d'accès, d'aménagement des abords...)

Mais sur le plan des nuisances environnementales, le Limousin est largement privilégié par rapport à beaucoup de régions plus urbanisées.

7.2.6 Patrimoine

Patrimoine naturel et culturel, une richesse pour le Limousin :

La région Limousin dispose d'un riche patrimoine naturel composé d'un grand nombre d'espaces et de milieux : landes à bruyère, tourbières, serpentines, rochers, bois et forêts, cours d'eau et vallées, étangs et lacs, bassins calcaires... (cf. supra).

Par ailleurs, le patrimoine culturel et bâti (y compris l'habitat ancien) est important, bien que peu de sites et paysages remarquables bénéficient d'une protection, comparé à d'autres régions françaises. Le Limousin compte ainsi 39 sites classés, 1 193 ha couverts par une ZPPAUP (Limoges, Le Dorat, Saint-Léonard-de-Noblat, Bénévent l'Abbaye), mais aucun secteur sauvegardé, ni espaces délimités au titre de l'article L146-6 du code de l'urbanisme.

Les plus prestigieux édifices et ensembles bâtis du patrimoine culturel de la région (religieux, civils ou vestiges archéologiques) sont protégés au titre de la loi sur les monuments historiques : châteaux de Sédrières, Pompadour, Montbrun... ou encore édifices religieux de Beaulieu, Meymac, Evaux-les-Bains, Salignac...

7.2.7 Recherche, éducation et sensibilisation

Une mobilisation croissante :

La gestion globale des éléments évoqués dans les points précédents nécessite de les aborder d'une manière transversale et partenariale.

Les efforts de travail en commun se sont manifestés à différents niveaux, liés à la volonté des acteurs et à l'application des nouvelles réglementations (loi sur l'Air, loi sur l'Eau, loi Paysage, etc.).

Les institutions (administrations, collectivités...) font de réels efforts de concertation. Pour l'Etat, la direction régionale de l'environnement (DIREN) joue un rôle fédérateur et le rapprochement des services de l'Etat (Mission inter-services de l'eau par exemple) porte ses fruits au travers d'un certain nombre d'actions inscrites au contrat de plan Etat-Région. Pour la Région, la prise en compte de l'environnement s'est largement concrétisée dans ce sens, notamment à travers les actions du CREN (Conservatoire Régional des Espaces Naturels) et du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin.

Depuis plusieurs années déjà, les efforts des associations (FLEPNA, CREN, Corrèze-Environnement, CPIE de la Corrèze ...) en matière de sensibilisation se sont prolongés dans la mise en place de projets qui ont permis une mobilisation importante de multiples acteurs, en particulier en Haute-Vienne et en Corrèze (35 associations agréées sont ainsi recensées en Limousin).

Dans le domaine de la formation, on constate depuis quelques années, la prise en compte des problèmes environnementaux à différents niveaux de l'enseignement : dans les collèges et lycées (malles pédagogiques, programme COMETT, Education à l'environnement...), dans l'enseignement supérieur (ouverture de cycles à l'environnement (BTS, DESS...) et en formation continue.

La recherche est également présente en Limousin et bien structurée autour de quelques thèmes précis. Toutefois, la délocalisation de grands pôles de recherche tels que ceux de l'INRA ou du CEMAGREF s'est faite il y a une dizaine d'années, et il devient très difficile aujourd'hui d'en faire bénéficier la région.

Les entreprises enfin s'impliquent de plus en plus dans une approche environnementale, qu'il s'agisse d'entreprises parapubliques ou privées.

Points faibles

- ? la faible densité de population et la disparition des exploitations agricoles sont propices à la déprise
- ? des difficultés pour l'entretien de certains paysages et le maintien de la diversité biologique
- ? des risques de fermeture des paysages si les superficies agricoles régressent au profit de la forêt
- ? des risques d'appauvrissement des milieux (pédologie, biodiversité) si les plantations résineuses sont mal maîtrisées"
- ? une forêt dévastée par la tempête du 27 décembre 1999
- ? une dominante hydrologique marquée par de nombreuses têtes de bassins versants fragiles parfois altérés par l'existence de nombreux plans d'eau artificiels

Points forts

- ? des territoires et des espaces accueillants
- ? une agriculture orientée vers l'élevage extensif propice à la préservation de l'environnement
- ? des produits agricoles de qualité dont le développement et la valorisation constituent des facteurs favorables de développement durable
- ? une superficie forestière importante
- ? le Limousin est l'une des régions françaises qui a le moins d'industries polluantes
- ? une faible dépense énergétique
- ? une situation favorable en matière de déchets
- ? un patrimoine naturel relativement protégé et diversifié
- ? des milieux préservés malgré quelques pollutions diffuses
- ? des ressources en eau abondantes et de qualité
- ? une qualité et un cadre de vie privilégiés, peu de nuisances
- ? un riche patrimoine naturel et culturel
- ? **une sensibilisation croissante des acteurs à l'environnement**

8 L'égalité des chances : une situation moins favorable aux femmes qu'aux hommes

Au recensement 1990, sur les 736 576 habitants de la région Limousin, les femmes représentaient 50,60% de la population (26% étaient âgées de moins de 25 ans, 24,60% avaient entre 25 et 44 ans, 22,4% entre 45-64 ans et 24,8% plus de 65 ans).

53,7% d'entre elles étaient mariées ; 24,1% célibataires et 22,2% veuves ou divorcées. De plus, sur 184 000 familles monoparentales, dans 85% des cas, ces dernières étaient composées d'une mère de famille avec au moins un enfant.

8.1 La place des filles dans l'enseignement

8.1.1 l'apprentissage

La part des filles dans l'apprentissage en Limousin est inférieure à 28% : on les retrouve toujours dans les secteurs traditionnellement féminins.

8.1.2 l'enseignement secondaire

Les effectifs scolarisés dans les collèges se répartissent dans des proportions équivalentes entre les filles et les garçons. Dans l'enseignement secondaire professionnel, la proportion de filles reste inférieure (38%) à celle des garçons ainsi que dans l'enseignement technologique (47%). Pour ce qui concerne l'enseignement secondaire général, les filles sont majoritaires avec 57% des effectifs.

8.1.3 l'enseignement supérieur

L'Université de Limoges compte une majorité de filles (54,6% des étudiants). Cependant le taux de féminisation reste légèrement inférieur à la moyenne nationale (56,1% en 97-98).

Il varie selon les composantes et selon les cycles : les filles sont sensiblement plus nombreuses que les garçons en lettres et sciences humaines (71% des effectifs), à l'IUP (72%), à l'IPAG (75%), en pharmacie (63%) et en droit et sciences économiques (60%). En médecine, le partage est assez équitable. En revanche en sciences (avec une proportion de 41,2% de filles), à l'IUT (35%) et à l'ENSIL (32%), les garçons sont largement majoritaires.

Plus nombreuses que les garçons en premier et surtout second cycle les filles deviennent minoritaires en troisième cycle : le taux de féminisation est inférieur à la moyenne nationale en premier cycle (53,9% Limousin /56,3% national) et troisième cycle (47,5%/49,7%).

8.2 La participation des femmes au marché du travail

L'enquête emploi de 1996, démontre que le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 49 ans s'est accru de 4,3 points depuis le recensement de 1990. Il est supérieur de 6 points au taux national soit un taux de 84,7% (contre 78,7%). Elles représentaient 43,1% des actifs au recensement de 1990.

La part des femmes salariées dans les trois secteurs économiques de la région à fin décembre 1999 s'établissait comme suit :

- ? Agriculture : 22,2%
- ? Industrie : 31,5% dont 72,4% pour l'activité habillement - cuir et 55,2% industrie textile.
- ? Tertiaire : 54,1% avec
 - pour le commerce de détail : 64,6%
 - les activités financières : 56,7%
 - les activités immobilières : 70,7%
 - les services aux particuliers : 58,6% - (et plus précisément les services personnels et domestiques 79,4% - éducation, santé, action sociale : 74% et administration : 72,8%).

En 1998, la part des femmes dans l'emploi salarié est de 42,9% (1998 - ASSEDIC) - Elles sont en outre le plus fréquemment employées à temps partiel.

S'agissant du secteur agricole, en 1997, environ 5000 femmes sont chefs d'exploitation en Limousin. Elles représentent le quart des chefs d'exploitation mais seulement 13% ont moins de 40 ans (beaucoup de femmes prennent la direction de l'exploitation lorsque le mari arrive à l'âge de la retraite). Parmi les dix mille conjointes de chefs d'exploitation, 62% ont une activité au sein de l'exploitation ; 37% ont une activité principale à l'extérieur. Les femmes salariées agricoles permanentes sont peu nombreuses. Par contre, les occasionnelles représentent 44% des personnels (cueillette des fruits).

En ce qui concerne les entreprises de plus de 20 salariés, la proportion des femmes (hors télécommunication et administration générale) s'élève à 38,5% tous secteurs (pour 37,7% en France). On notera en particulier :

	Limousin	France
Chefs d'entreprise	10%	12,2%
Ingénieurs et cadres techniques	7,6%	12%
Professions intermédiaires administratives commerciales	45,2%	52,1%
Agents de service - aide-soignants agents de surveillance - personnels de service des particuliers	78,3%	65,1%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	14,2%	5,2%
Ouvriers non qualifiés de type industriel	47%	41,6%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68%	60,3%

Au 1^{er} janvier 1999, 19,3% de chefs d'entreprises artisanales sont des femmes (en 1989 elles n'étaient que 14%).

Pour le secteur de la création ou la reprise d'entreprises, en 1998, la part des femmes en Limousin est globalement de 32,8% (29% en France) avec pour la création une part de 30,9% (27,1% en France) et la reprise 37,6% (36,2%). Elle est donc supérieure à la moyenne nationale et elle est en progression de presque 3 points en Limousin pour la création depuis 1994 (28% et 30,9%).

Enfin l'écart de salaire net moyen entre les femmes et les hommes est de l'ordre de 20% en 1998 (contre 25% au plan national) mais l'écart varie selon la qualification :

	Limousin	France
Pour les cadres	36,7%	34,3%
Pour les ouvriers	17,5%	21,6%
Pour les professions intermédiaire	15,9%	16,8%
Pour les employés	2,3%	10,8%

8.3 Les femmes et le chômage

Fin décembre 1999, les femmes représentent 54,3% des demandeurs d'emploi (50,8% en France) dont 19,2% sont âgées de moins de 25 ans, 68,4% de 25 à 49 ans et 12,9% de plus de 50 ans.

8.3.1 Plus de femmes en chômage de longue durée

Largement majoritaires dans les demandeurs d'emploi de longue durée (56,9 %), elles connaissent aussi une durée moyenne d'inscription au chômage plus forte que celle des hommes (337 j contre 318 j).

8.3.2 Les femmes au chômage sont en général plus jeunes

Sur 100 femmes sans emploi fin 1998, 23,1 % ont moins de 25 ans contre seulement 21,8 % pour les hommes.

8.3.3 Proportionnellement plus diplômées que les hommes

Souvent plus jeune, cette population est proportionnellement plus diplômée que les hommes : plus de 43 % d'entre elles sont titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au baccalauréat contre 27 % pour les hommes.

8.3.4 Trois domaines professionnels regroupent 7 demandes d'emploi féminines sur dix

- Services au personnel et collectivités : 29,2 % des demandes d'emploi

- Services administratifs et commerciaux : 25,6 % des demandes d'emploi
- Services de distribution et de vente : 15,6 % des demandes d'emploi

8.3.5 Les difficultés augmentent avec l'âge et le manque de qualification

Depuis un an la baisse annuelle du chômage est plus conséquente pour les femmes (10,2 %) que pour les hommes (- 8,5 %). De plus la situation est plus favorable en Limousin que pour la France entière.

<i>Taux de chômage féminin en moyenne annuelle au 30 juin 1999.</i>	
France entière	13,8
Ile de France	11
Champagne-Ardenne	13,6
Picardie	15,8
Haute-Normandie	16,1
Centre	13,3
Basse-Normandie	13,2
Bourgogne	13,6
Nord-Pas de Calais	17,5
Lorraine	13,4
Alsace	8,7
Franche-Comté	11,9
Pays de la Loire	15
Bretagne	13,5
Poitou-Charentes	15,7
Aquitaine	15,7
Midi-Pyrénées	14,5
Limousin	11
Rhône-Alpes	12,4
Auvergne	13,1
Languedoc-Roussillon	19,2
PACA	17,3
Corse	16

Les constats :

- en matière d'orientation professionnelle, les filles restent « cantonnées » dans les secteurs traditionnellement féminins - dont la plupart offrent peu de débouchés.
- la demande d'emploi féminine est toujours concentrée dans le secteur tertiaire - plus de 70% de la demande d'emploi se retrouve dans les activités de services aux personnes et collectivités, services administratifs commerciaux et vente, distribution.
- l'amélioration dans la situation du marché du travail observée depuis peu est davantage profitable aux hommes qu'aux femmes - l'insertion professionnelle des jeunes femmes et des femmes adultes reste difficile.
- la moyenne d'inscription des femmes à l'ANPE est supérieure à celle des hommes.
- la part des femmes, dans les dispositifs de lutte contre le chômage est inférieure à celle qui est la leur dans la demande d'emploi.
- le taux de chômage féminin en Limousin est le plus faible de France après l'Alsace.